

La fiscalité

nous porter acquéreur de l'une des principales multinationales américaines et ensuite donner carte blanche aux pétrolières canadiennes. Dans l'espace des deux ou trois prochaines années, nous aurions canadianisé l'industrie pétrolière à 50 p. 100 et nous aurions pu donner une certaine orientation à notre économie.

L'intervenant qui m'a précédé a parlé du contrôle des ressources par le gouvernement fédéral. Je suis député de l'Ouest et je comprends parfaitement que le gouvernement fédéral et le gouvernement des provinces de l'Ouest se doivent de collaborer entre eux, mais compte tenu de l'importance du secteur pétrolier et gazier, nous nous devons de donner à ce dernier une certaine orientation.

Nous devons à tout prix assurer la sécurité énergétique des Canadiens. Pour y réussir, il faut que le gouvernement prenne les choses en main ce qui, d'après notre programme, devrait se faire par le biais de Petro-Canada. Je crois que les Canadiens souscrivent à cette idée.

Le grand tort actuellement des députés, d'après nos Canadiens, c'est de ne pas être suffisamment catégoriques. Nous ne prenons aucune initiative progressiste. Nous entendons bien jour après jour des voix antédiluviennes, qui représentent une certaine région, prendre la défense des grosses sociétés pétrolières. Mais bien rares sont les députés qui prennent la défense du consommateur canadien. A mon avis, le consommateur optera pour l'expansion de Petro-Canada, et je crois même qu'il l'a déjà fait. La preuve en est le chiffre d'affaires croissant des stations d'essence de Petro-Canada. Je propose donc que nous abandonnions certaines des autres taxes.

J'habite dans l'Ouest et j'aurais une autre suggestion à faire dont bénéficieraient, je crois, les provinces de l'Ouest. Le gouvernement a tort selon moi d'axer presque exclusivement le Programme énergétique national sur les travaux de prospection en mer de Beaufort et dans l'Arctique supérieur. Il y a en Alberta et en Saskatchewan des gisements de pétrole intacts. Il y en a dans la région de Lloydminster-Wainwright. Ce sont ces gisements qu'il faudrait exploiter. Il y a des forages à effectuer en Alberta. J'ai un petit macaron qui est distribué par l'association albertaine des services énergétiques, association regroupant des petites entreprises qui aident les plates-formes de service. Pensez-vous qu'elles vont décrocher des contrats en mer de Beaufort? Non. Ce sont les multinationales américaines qui vont effectuer les travaux dans cette région parce que ce sont les seules qui ont les capitaux voulus pour se lancer dans une telle aventure.

Nous devrions suffire à nos besoins pétroliers avec notre propre production. Nous pouvons produire le pétrole à bas prix tout en aidant l'Alberta et la Saskatchewan. Je suis au courant du conflit—si je puis m'exprimer ainsi—qui oppose le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta. Le gouvernement fédéral a réorienté ses travaux de prospection vers les terres du Canada du Grand Nord au lieu de l'Alberta et de la Saskatchewan. C'est à mon avis une erreur. J'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure.

J'ai une autre proposition constructive à faire. Supprimons la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers ainsi que l'impôt sur les recettes pétrolières supplémentaires. Contentons-nous d'un impôt unique sur les sociétés pétrolières afin qu'elles ne soient pas obligées de remplir des quantités de formules pour plusieurs gouvernements. Les sociétés pétrolières devraient verser

des redevances aux provinces qui les partageraient ensuite avec le gouvernement fédéral. Le problème avec cette solution, c'est qu'il faut coopérer dans le cadre du fédéralisme. Le fédéralisme coopératif existait chez nous. Le très honorable Lester Pearson en a défini éloquemment les principes. J'ai d'ailleurs cité certains de ses propos lors d'une précédente intervention au sujet du projet de loi.

Je conseille aux Canadiens d'exercer des pressions auprès des hommes politiques, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, pour les obliger à agir de façon responsable. Le malheur, c'est que les gouvernements provinciaux cassent du sucre sur le dos du gouvernement fédéral et se font réélire. Il n'y a aucune raison qu'ils cessent puisque cette méthode leur permet de rester au pouvoir. Bien entendu, le gouvernement fédéral réagit quand il se fait houspiller.

Le premier ministre (M. Trudeau) actuel a déclaré qu'il n'y a plus de fédéralisme coopératif. Je trouve cela regrettable. Les Canadiens ne veulent pas voir le fédéralisme coopératif disparaître. Ils veulent un gouvernement fédéral tenace et un gouvernement provincial qui défendra leurs droits. Les Canadiens ne veulent pas qu'on cesse de collaborer, car c'est grâce à la collaboration que le fédéralisme a évolué au Canada.

Je le répète, je demande aux Canadiens de nous confier, à titre de législateurs, une certaine responsabilité. Mes amis ne priseront peut-être guère ma remarque mais, je dois dire que j'ai eu la chance d'être témoin de certaines fumisteries qui ont eu lieu ici. J'ai entendu le timbre résonner et le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) soulever récemment une question de privilège. J'estime que l'opposition officielle veut abattre le Parlement. Ces initiatives se sont propagées en Ontario où les Libéraux ont bêtement suivi l'exemple en faisant également résonner le timbre. Ce n'est pas ainsi qu'un gouvernement doit fonctionner au Canada. Notre pays se heurte à des difficultés, il y a de nombreux chômeurs et les industries pétrolière et manufacturière sont dans le marasme. Des mesures positives doivent être proposées.

Lorsque je prendrai la parole, demain à Calgary, je sais qu'il se trouvera des gens pour désapprouver la politique que j'ai énoncée, mais nous aurons au moins proposé quelque chose. Nous sommes disposés à la modifier quelque peu si elle ne s'avère pas suffisamment pragmatique ni efficace. Toutefois, le gouvernement, lui, est inactif et il n'est pas disposé à modifier sa politique. Nous nous retrouvons donc avec le Programme énergétique national.

L'un des paramètres de notre société, c'est que la situation change très rapidement. Le Programme énergétique national est en train de s'écrouler parce qu'il repose sur l'hypothèse que les prix du pétrole continueront de monter sur le marché international. Toutefois, il y a à l'heure actuelle un surplus sur le marché international. Cela contribue à invalider l'accord intervenu entre le gouvernement fédéral et le gouvernement albertain, qui devra être réétudié. Rien ne nous empêche de reconsidérer l'accord ni d'ailleurs de réexaminer ces impôts en vue d'aider les petites sociétés pétrolières. Plutôt de que rester inactif devant l'assaut de questions qu'il reçoit tous les jours, le gouvernement pourrait fort bien dire qu'il améliorera le sort des personnes âgées et pauvres en leur consacrant une partie de cet argent et en stimulant certains secteurs de l'économie. Cela peut-être fait à la satisfaction de tout le monde. Si je me trompe, les gens me l'écriront très bientôt.